Après la condamnation d'un homme à parcourir la ville de Marivan déguisé en femme, des kurdes ont créé une page Facebook dans laquelle les hommes portent des robes pour rappeler qu'être une femme n'a rien d'humiliant.

Le 15 avril dernier, un homme a été puni par les autorités de Marivan, dans le Kurdistan iranien. A-t-il encouru une peine de prison ou dû payer une amende ? Non. **Son châtiment a été d'être forcé de se déguiser en femme et de se faire escorter à travers la ville pour l'humilier.** Bien bien bien...

Cette condamnation pour le moins improbable a consterné la Communauté des femmes de Marivan, une association féministe, qui a décidé de protester contre cette dégradation de l'image des femmes par les autorités. Une manifestation rassemblant une centaine de personnes a alors eu lieu pour condamner ce châtiment du meilleur goût et la protestation a continué, cette fois sur Internet. Une page Facebook a en effet été créée le 18 avril dernier pour **rappeler qu'être une femme n'a rien de dégradant ou d'humiliant et que ce n'est en rien une punition** . Dans la description de la page, son créateur explique :

"Cette campagne a commencé après qu'un juge a décidé de punir quelques criminels en les habillant avec des vêtements traditionnels de femmes kurdes. Cette décision est violente envers les femmes et envers la culture kurde. Dans l'esprit de ce juge (qui je crois est Perse), habiller ces criminels avec des vêtements kurdes était pire qu'une véritable punition. Dans l'ensemble ce que le texte de toutes les photos dit est un soutien aux femmes kurdes et leur montre qu'il n'y a pas à avoir honte d'être une femme."

Sur *Kurd Men for Equality* , des hommes posent, en robe, et accompagnent leur photo du slogan "Être une femme n'est pas un outil pour humilier qui que ce soit" traduit en plusieurs langues.

Une manière très visuelle et en apparence légère de militer pour les droits des femmes. Devant l'ampleur de cette mobilisation, des politiques s'intéressent de près à l'affaire de Marivan ; comme nous l'apprend *France 24* , 17 parlementaires ont envoyé une lettre au ministère de l'Intérieur et de la Justice pour dénoncer le verdict et tout ce qu'il suggère. La preuve que cette campagne, déjà relayée un peu partout dans le monde, est bien partie pour

porter ses fruits : **faire comprendre le caractère dégradant pour les femmes d'une telle condamnation.**

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** MadMoiZelle